



Disponible en ligne sur

**ScienceDirect**  
www.sciencedirect.com

Elsevier Masson France

**EM|consulte**  
www.em-consulte.com



RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DE L'ANM

# Rapport 23-01. Accès à la pornographie chez l'enfant et l'adolescent : conséquences et recommandations<sup>☆</sup>



*Children and adolescent access to pornography: Consequences and recommendations*

D. Cohen<sup>\*</sup>, et le groupe de travail au nom de la commission 4 (neurosciences, addictions, santé mentale) et de la commission 9 (reproduction, développement, santé de l'enfant)<sup>1</sup>

*Institut des pathologies du développement de l'enfant et de l'adolescent (IDEAL), institut des systèmes intelligents et de robotiques, SU, Sorbonne université, hôpital Pitié-Salpêtrière, AP-HP, Paris, France*

Disponible sur Internet le 14 février 2023

## MOTS CLÉS

Enfance ;  
Adolescence ;  
Consommation ;  
Pornographie ;  
Cyber sexualité ;  
Devenir

**Résumé** La libération de la sexualité et l'accès à la pornographie sont des phénomènes désormais anciens qui ont débuté dans les années 1970–1980. Mais c'est l'avènement des nouveaux médias et leur généralisation qui ont rendu la pornographie accessible partout, facilement et par tous, y compris par les enfants. Alertée par le monde associatif, la Haute Autorité en santé a transmis la saisine à l'Académie de médecine par décision n° 2021.0245 du 23/09/2021. Le groupe de travail a procédé par une revue de la question et l'audition de personnalités. La constatation de cette accessibilité facilitée implique collectivement de s'interroger à trois niveaux : 1, sur l'ampleur du phénomène chez l'enfant et l'adolescent, en particulier en France ; 2, sur les effets et les conséquences que cette exposition précoce à la pornographie peut avoir sur les enfants et les adolescents, en particulier sur leur sexualité future en termes d'attentes, de comportements ou de dynamiques relationnelles ; 3, sur les mesures que la société devrait mettre en place pour pallier les conséquences de ces phénomènes et, protéger les enfants. Le rapport aborde ces trois questions, dégage les orientations récentes et les comportements problématiques constatés, et propose des recommandations.

© 2023 l'Académie nationale de médecine. Publié par Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

<sup>☆</sup> Un rapport exprime une prise de position officielle de l'Académie nationale de médecine. L'Académie, dans sa séance du mardi 24 janvier 2023, a adopté le texte de ce rapport par 46 voix pour, 1 voix contre et 6 abstentions.

<sup>\*</sup> Auteur correspondant.

Adresse e-mail : [david.cohen@aphp.fr](mailto:david.cohen@aphp.fr)

<sup>1</sup> Groupe de travail: Jean-François Allilaire, Pierre Begué, Claudine Bergoignan-Esper, Claude-Pierre Giudicelli, Jean-Michel Hascoët, Jean-Jacques Hauw, Bernard Laurent, Pierre Le Coz, Jean-Marc Léger, Jean-Pierre Olié, Alfred Spira, Yvan Touitou (membres titulaires); Olivier Claris, David Cohen, Emmanuel Grimprel, Marie-Thérèse Hermange, Michel Lejoyeux (membres correspondants); Rutger Jan van der Gaag (membre associé étranger); Manon Bonnot, Maxime Montiel (internes).

<https://doi.org/10.1016/j.banm.2023.02.001>

0001-4079/© 2023 l'Académie nationale de médecine. Publié par Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

**KEYWORDS**

Childhood;  
Adolescence;  
Exposition;  
Pornography;  
Impact;  
Cyber sexuality

*Summary.* – The liberation of sexuality with the access to pornography is now an old occurrence that appeared in the 1970–80s. However, the arrival of new media and its pervasiveness made pornography easily accessible everywhere and by everyone, including children. Alerted by a group of associative organizations, the French Health High Authority (*Haute Autorité en santé*) referred the French National Academy of Medicine by decision No. 2021.0245 of 23/09/2021 to work on it. The Academy working group proceeded by reviewing the literature and auditioning *ad hoc* individuals. The observation of the facilitated accessibility to pornography led to collectively question ourselves on three levels: 1. What is the extent of the phenomenon among children and adolescents in France in particular? 2. Does this early exposure to pornography have effects and consequences on children and adolescents, particularly on their future sexuality in terms of expectations, behaviors or relational dynamics? 3. What measures should society put in place to mitigate the consequences of these phenomena and protect children, if any? The report examines these three questions, identifies recent trends and associated problematic behaviors, and proposes recommendations.

© 2023 l'Académie nationale de médecine. Published by Elsevier Masson SAS. All rights reserved.

**Introduction**

La pornographie a toujours existé. Depuis les années 70 et la libération sexuelle, elle fait partie de notre société. Il est difficile d'affirmer si elle est plus violente ou extrême aujourd'hui. Néanmoins, sa diffusion plus grande et plus facile inquiète certains [1]. En effet, depuis l'avènement de la vidéo dans les années 1980 et encore plus dans les années 2000 avec internet et les nouveaux médias, on peut considérer que la pornographie est partout et surtout accessible même par des enfants en quelques clics [2,3]. Les photos ou films pornographiques sont très facilement disponibles, même quand ils mettent en image des pratiques violentes, douloureuses, humiliantes, voire zoophiles. Certaines, non moins accessibles, décrivent des viols. Le porno est devenu plus une affaire d'argent que de sexualité puisqu'il représente 25 % du trafic web de vidéos dans le monde [4].

La saisine qui a conduit à la constitution de ce groupe de travail a été faite par la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC) auprès de la Haute Autorité en santé (HAS). La HAS a précisé que par décision n° 2021.0245 du 23/09/2021, la lutte contre l'exposition à la pornographie n'entraîne pas dans son champ de compétence. Cette demande a été transmise à l'Académie nationale de médecine. Le groupe de travail a cherché à explorer deux questions en rapport avec ce constat. La première concerne l'ampleur du phénomène chez l'enfant et l'adolescent, en particulier en France, et l'appréciation des évolutions récentes et préoccupantes qui peuvent émerger. La seconde question analyse les conséquences d'un accès/exposition précoce à la pornographie sur la sexualité future en termes d'attentes, de comportements ou de dynamique relationnelle. Plus spécifiquement, la question se pose de savoir s'il existe une relation de cause à effet directe avec certaines problématiques de l'adolescent et du jeune adulte ayant trait à la sexualité et aux comportements déviants.

Enfin, le groupe de travail a souhaité aborder les problématiques plus générales posées par les modifications de la sexualité des adolescents et l'utilisation extensive des technologies de l'information et de la communication, afin d'améliorer le traitement de questions non résolues et de formuler certaines recommandations, dans l'esprit d'une protection de l'enfant, vulnérable devant ce phénomène.

**Méthodologie**

Le groupe de travail a utilisé une méthodologie mixte pour répondre à ces questions, lister les points qui mériteraient plus de recherches empiriques, et formuler des recommandations. Cette méthodologie mixte comprenait, d'une part, une série d'auditions de personnalités *ad hoc* et, d'autre part, une revue de la littérature avec une attention particulière sur la situation en France.

Les auditions ont eu lieu de mars à juin 2022. Onze personnalités ont été auditionnées par le groupe de travail. Issues de la société civile, du monde associatif ou des soins, leur liste est indiquée dans le tableau en [Annexe 1](#).

La revue de littérature a été conduite par le groupe en partant du rapport rédigé en 2011 à la demande du bureau du Commissaire à l'enfance du Royaume-Uni, par Miranda Horvath et collaborateurs en 2013 [3]. Pour la dernière décennie, les bases de données internationales et françaises ont été explorées par deux jeunes collègues (Manon Bonnot et Maxime Montiel) pour extraire les informations les plus récentes, avec une attention particulière sur les données françaises, tant quantitatives que qualitatives.

Au fil des auditions et de la revue de la littérature, la nécessité de proposer un glossaire avec les définitions respectives que nous utiliserons dans ce rapport est apparue. En effet, il s'avère qu'un même concept peut être utilisé avec des significations différentes (ex : exposition à la pornographie peut être utilisée pour toutes expositions, qu'elles soient volontaires et involontaires ou seulement involontaires) et que certains termes sont relativement nouveaux en lien avec le développement des réseaux sociaux. Ce glossaire est présenté dans le [Tableau 1](#).

**Ampleur du phénomène chez l'enfant et l'adolescent, en particulier en France**

Dans une vision très macroscopique, on peut affirmer que même en l'absence de promotion « officielle » de la pornographie, celle-ci est un phénomène d'ampleur croissante présent dans toute la société [5]. Une proportion non négligeable d'enfants et un nombre important d'adolescents sont

Tableau 1 Glossaire.

Pornographie	Tout type de média présentant explicitement la sexualité, et dont l'objectif premier est de stimuler sexuellement le spectateur
Enfants et adolescents	Toute personne âgée de moins de 18 ans ou de moins de 25 ans pour les personnes avec handicap
Accès à la pornographie	Obtention et visionnage volontaire de médias pornographiques
Exposition à la pornographie	Obtention et visionnage involontaire et/ou contraint de matériel pornographique
Conséquences de la pornographie	L'ensemble des influences que la pornographie peut avoir (ou ne pas avoir) sur les enfants et les adolescents, et les corrélations entre pornographie et devenir/conséquences. Ces conséquences sont à envisager sous l'angle de perspectives variées et multiples : individuelles directes, individuelles indirectes, directes groupales, indirectes groupales, développementales, intergroupes, intragroupe, à moyen ou à long terme
Attentes et comportements quant à la sexualité	Expression fourre-tout qui comprend l'ensemble des facettes des enfants et des adolescents avec lesquelles la pornographie peut être associée par ceux-ci. Cela peut aussi inclure le ressenti et les aspirations
Image érotisée ou à caractère sexualisé	Image statique ou vidéo à caractère sexualisé, qu'elle soit ou non accompagnée de son
Image sexualisée violente	Image érotisée ou à caractère sexualisé comprenant l'expression de comportements violents
Pédopornographie	Représentation (image, photo, film, vidéo, etc.) à caractère pornographique d'un mineur
Exploitation sexuelle	L'exploitation sexuelle implique qu'une personne profite du corps d'une autre à des fins sexuelles en vue d'en tirer un avantage (financier ou autre)
Prostitution	Fait de livrer son corps aux plaisirs sexuels d'autrui pour de l'argent ou pour des cadeaux et d'en faire un métier
Grooming	Sollicitation sexuelle en ligne d'un mineur par un majeur
« Cyber sex addiction »	Conduites « addictives » à la pornographie presque exclusivement liées aux écrans et reconnues de manière subjective. L'hypersexualité devient un comportement problématique quand le sujet reconnaît une perte de contrôle, une saillance du problème dans sa vie, une modification de son humeur et des conséquences aux plans personnels et interpersonnels
« Sexting »	Transmission électronique de matériel à caractère sexuel (sextos) en distinguant : envoi de photos de soi nu ou dénudé à quelqu'un d'autre (sexting primaire) ; envoi de photos – réelles ou retouchées – d'un tiers nu ou dénudé à d'autres personnes (sexting secondaire)
« Nude »	Envoi de photos dénudées
« Revenge porn »	Pratique hostile dans le cadre du sexting secondaire
« Sexto »	Image associée au sexting
« Sextape »	Vidéo associée au sexting
« Dedipix »	Photos-dédicaces corporelles associées à des blogs avec citations
« Sharenting »	Provient de la contraction des mots « char » et « parentisme ». Il désigne la pratique des parents consistant à partager la vie de leurs enfants, en publiant photographies, vidéos et anecdotes sur les réseaux sociaux
Compte « FICHA »	Les comptes FICHA (« pour se taper l'affiche » en verlan) sont des comptes créés par un tiers sur une autre personne. Ils peuvent mettre en scène les tiers et être utilisés pour leur nuire par exemple dans le « revenge porn »
« Chemsex » et slamming	Sexualité intentionnelle planifiée entre partenaires pendant laquelle on utilise des substances psychoactives afin de faciliter, entamer, prolonger, maintenir et intensifier le rapport sexuel. Le <i>slamming</i> comprend l'injection par voie intraveineuse de la substance
Skin party	Soirées d'adolescents et jeunes adultes inspirées par la série <i>Skins</i> appliquant le principe d'une liberté totale de la sexualité au cours d'une soirée. La date, le lieu et l'heure de ces soirées ne sont dévoilés qu'au dernier moment sur les réseaux sociaux
Victim blaming	Fait de rendre partiellement ou entièrement responsable une victime de ce qu'elle a subi, tel que responsabiliser une personne qui a pris un selfie intime plutôt que celle qui l'a diffusé sans son consentement
Outing	Consiste à divulguer des informations intimes et/ou confidentielles sur une personne
Slut shaming	Forme de dénigrement, qui consiste à blâmer et à déconsidérer celles dont la tenue vestimentaire, le maquillage, l'attitude, voire les activités sexuelles, ne correspondent pas aux normes en vigueur dans un groupe d'adolescents

Tableau 1 (Continued)

Upskirting	Fait de regarder ou photographier sous les jupes des filles et des femmes dans les lieux publics
Cybersexualité	Sexualité qui investit internet. On distingue la cybersexualité passive (consommation de pornographie) de la cybersexualité active
Cybersexualité active	Sexualité qui investit internet dans laquelle le jeune est actif. Elle regroupe plusieurs phénomènes tels que le <i>sexting</i> , le Dédipix, les sites de rencontres, les chats pornographiques avec les webcams

exposés (ou ont accès) à la pornographie. Mais des différences significatives sont rapportées dans la littérature pour ce qui concerne la régularité d'exposition ou d'accès, les taux de récurrence et le détail des contenus regardés [2,3].

Les modalités de l'exposition et de l'accès à la pornographie des enfants et des adolescents surviennent aussi bien en ligne que par des moyens plus traditionnels. Néanmoins, ces dernières années, l'ensemble des études montre que les moyens d'accès ont changé. Si dans les années 1980 magazines, vidéos, télévision et livres étaient les principales sources, aujourd'hui internet est devenu le support privilégié de diffusion des contenus. Beaucoup d'adolescents considèrent du reste la pornographie comme facile d'accès. Le fait d'avoir accès par une modalité à la pornographie est significativement associée aux autres voies d'accès [6,7].

Le tableau en [Annexe 2](#) rassemble les principales études décrivant l'épidémiologie de l'usage de la pornographie par les enfants et adolescents (modifié et complété d'après Peter et Valkenburg, 2016 [2]). Il s'agit souvent d'études organisées sur le principe de l'enquête avec des questions qui concernent l'usage, soit en termes d'accès volontaire, soit en termes d'exposition involontaire. Les chiffres sont extrêmement variables mais plusieurs tendances se dégagent. En règle générale, l'accès ou l'exposition à la pornographie est plus élevée chez les garçons que chez les filles. Il existe de grandes variations en fonction des pays, qui semblent liées à la fois à la facilité d'accès aux nouvelles technologies (en particulier internet) mais également à la perception culturelle de la sexualité dans les sociétés considérées. La consommation augmente avec l'âge et dans beaucoup de pays. Ce sont les années passées au lycée qui voient les croissances de consommation les plus importantes. En revanche, les données sur l'exposition des enfants sont très limitées [8,9].

Il existe des différences de genre importantes en ce qui concerne l'exposition et l'accès à la pornographie. Actuellement, les jeunes garçons ont une probabilité beaucoup plus importante d'être exposés à la pornographie que les jeunes filles. Ils y ont accès, la recherchent et la consomment, de manière plus fréquente également. Les différences de genre sont aussi présentes chez les enfants et adolescents pour ce qui concerne leur attitude vis-à-vis de la pornographie. En effet, les jeunes garçons décrivent généralement la pornographie plus positivement et comme un acte de curiosité primaire, alors que les jeunes filles rapportent plus fréquemment un côté socialement inconvenant et/ou dégoûtant de la pornographie. Enfin, les filles seraient beaucoup plus souvent sujettes à un inconfort que les garçons lorsqu'elles voient de la pornographie [10].

Pour ce qui concerne l'âge, les quelques études qui ont exploré les enfants d'âge pré-pubère (âgés de 10–11 ans)

montrent que l'accès volontaire à la pornographie est limité à 2 à 5 % chez les garçons et 1 % chez les filles. Néanmoins, la prévalence de l'exposition comme de l'accès augmente rapidement avec l'âge pour atteindre un plateau en dernière année de lycée [8,10,11].

Les autres variables associées à l'exposition et à la consommation de pornographie qui sont rapportées dans la littérature sont le niveau socioéconomique, le fait d'avoir déjà une activité sexuelle ou une curiosité vis-à-vis de la sexualité, le fait d'avoir une sexualité homosexuelle ou bisexuelle, le fait d'avoir des opportunités d'accès à internet (sur le téléphone ou sur un ordinateur dans la chambre), et le temps passé en ligne et sur les réseaux sociaux [2,7,12–14]. Certaines études rapportent également des contextes traumatiques comme des antécédents d'abus physique ou sexuel, ou de harcèlements à l'école ou sur les réseaux sociaux. Plusieurs travaux rapportent également des facteurs familiaux avec plus de consommation dans les contextes de familles monoparentales, de liens familiaux compliqués et d'absence de surveillance parentale au plan éducatif [8,15,16]. Enfin, quelques études s'interrogent sur le fait de savoir si des profils de personnalités comme la tendance à la recherche de sensations d'une particulière intensité pourraient être associés [3,8].

Pour finir, quelques facteurs protecteurs ont été rapportés comme la religion, le niveau socioéconomique et d'éducation plus élevé, l'attachement à l'école, et de bonnes relations familiales [8].

## Conséquences de l'exposition et l'accès à la pornographie

Les études tant quantitatives que qualitatives, mais également les avis d'experts, convergent pour dire que la pornographie a une influence sur la manière avec laquelle les jeunes vont appréhender leur sexualité et celle de leurs pairs. Plusieurs auteurs et études remarquent que l'accès à la pornographie contribue à appréhender la sexualité plus librement, au sens où elle n'est plus aussi taboue que par le passé, sauf contexte culturel spécifique [1,5,19]. Près de 80 % des jeunes interrogés pensent que les films pornographiques sont une caricature de la normalité des corps et des comportements [20]. Néanmoins, les enfants et les adolescents peuvent tout autant apprendre de qu'être changés par la pornographie [3,21]. Par ailleurs, la plupart des experts soulignent que la sexualité associée à la consommation de pornographie est déconnectée le plus souvent de tout sentiment affectif [22]. À partir des auditions et de la revue de la littérature, nous en avons colligé certaines dans le tableau présenté en [Annexe 3](#).

**[h]Les données françaises**

La seule étude disponible est issue des données françaises de l'étude européenne ESPAD qui date de 2003 et porte sur un échantillon de près de 10 000 adolescents âgés de 14–18 ans. À cet âge, 80 % des garçons et 45 % des filles ont déjà eu accès à ces contenus pornographiques essentiellement à la télévision à cette époque. Chez les garçons, 54 % en ont une « perception plutôt amusée », 34 % affirment que « cela leur plaît » et 16 % que cela leur est utile. Vingt-quatre pour cent des garçons sont « des spectateurs assidus ». Pour les filles, 56 % des filles se disent « plutôt dégoûtées », 28 % disent que cela les met mal à l'aise et 26 % que cela les choque. Moins de 5 % des filles sont « des spectatrices assidues » [17]. Depuis, nous n'avons pas retrouvé d'études scientifiques françaises. Les données les plus importantes sont issues d'un sondage Ifop réalisé en février 2017 pour l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique sur un échantillon représentatif de 1005 adolescents et adolescentes âgés de 15 à 17 ans. Il rapporte des informations démographiques sur les jeunes consommateurs de pornographie qui y accèdent majoritairement via leur accès à internet (85 % pour les garçons et 80 % pour les filles) [18].

On retrouve en France une plus grande consommation chez les garçons que chez les filles. Les garçons sont également plus gros consommateurs avec 10 % de consommateurs réguliers (une fois par semaine). Parmi les garçons, on retrouve les différences d'exposition à la pornographie rapportées dans la littérature : 26 % des adolescents homosexuels interrogés et 25 % des bisexuels (contre 9 % des hétérosexuels) ; 25 % des adolescents scolarisés en ZEP, contre 10 % en zone non prioritaire ; 23 % des étudiants (contre 14 % des collégiens et 9 % des lycéens) ; 20 % des adolescents ayant déjà eu un rapport sexuel (contre 7 % de ceux n'en ayant jamais eu). La moitié des adolescents interrogés (53 % des garçons et 52 % des filles) a été exposée involontairement à la pornographie.

L'âge moyen du premier visionnage serait légèrement en baisse depuis 2013, pour les garçons et les filles, quel que soit le support (13,9 ans chez les adolescents les plus jeunes interrogés âgés de 15 ans, contre 14,7 ans chez ceux âgés de 17 ans). On retrouve certaines tendances rapportées dans la littérature : plus tôt à 13,6 ans chez les adolescents musulmans (contre 14,1 et 14,7 ans chez les athées et les catholiques respectivement) ; plus tôt à 13,6 ans et 13,8 ans chez les adolescents homosexuels et bisexuels respectivement (contre 14,4 ans chez les hétérosexuels).

Les circonstances du premier visionnage tel que les adolescents les déclarent dans l'enquête sont « seul » le plus souvent pour 64 % des garçons et 47 % des filles ; ou « en groupe avec un ou des ami(s) » pour 31 % des garçons et 36 % des filles ; « avec le petit copain ou la petite copine » pour 3 % des garçons et 13 % des filles ; « avec un membre de l'entourage familial (cousin, frère, sœur...) » pour 1 % des garçons et 4 % des filles.

Plus de la moitié des jeunes (53 % des garçons et 59 % des filles) jugent avoir été trop jeunes lors de leur premier visionnage ; les autres pensent avoir eu « l'âge » (aucun ne pense avoir été trop vieux). Notons que 100 % des jeunes filles non scolarisées, 100 % des jeunes filles musulmanes et 93 % des adolescentes scolarisées en zone prioritaire jugent avoir été exposées trop jeunes.

Ainsi, il semble que l'exposition et l'accès à la pornographie soient associés à des attitudes irréalistes au sujet de la sexualité (par exemple en termes de performances) ; à une sexualité plus permissive (par exemple en facilitant la pratique de la fellation ou de la sodomie) ; à une plus grande acceptation de la sexualité occasionnelle (avec ses retombées dommageables en termes de prévention des maladies sexuellement transmissibles et de recours à l'intervention volontaire de grossesse) ; et à une certaine maladresse dans les relations intimes à l'autre [1,5,23–26].

Les croyances sont aussi modifiées. La pornographie dans son immense majorité promeut de forts stéréotypes de genre contribuant à montrer la femme comme un objet sexuel, croyance fréquente chez les garçons consommateurs. De manière générale, la pornographie contribue à une vision du monde moins progressiste en termes d'égalité de genre : l'homme y est volontiers dominant, la femme soumise [4]. L'exposition à la pornographie est également associée chez certains à des pensées au contenu sexualisé plus fréquent. Elle peut aussi contribuer à maintenir le jeune dans une incertitude quant à la sexualité (on entend ici par « incertitude » la propension qu'il peut avoir à rester flou sur ses croyances en termes d'orientation sexuelle et les valences affectives et sociales qu'il attribue à la sexualité).

L'exposition et l'accès précoces à la pornographie sont aussi associés à des conduites à risque chez l'adolescent et le jeune adulte sans que la causalité ne soit établie puisque la plupart des études sont des corrélations statistiques [3,23]. Ainsi, les jeunes consommant régulièrement des médias pornographiques sont plus souvent susceptibles de déclarer avoir plusieurs partenaires, pratiquer la sodomie ou consommer de l'alcool et des drogues. Certaines pratiques nouvelles et problématiques liées à internet et aux réseaux sociaux sont aussi associées et seront détaillées spécifiquement (voir partie 5). L'effet semble plus important quand le contenu est violent. Mais là encore, le lien causal est complexe car les adolescents montrant le plus de comportements violents ont aussi tendance à rechercher et consommer ce type d'images [22,23].

Comme pour ce qui concerne les questions de fréquence (partie 3), les conséquences en termes de contexte de consommation de la pornographie ou de type de pornographie consommée sont très peu connues car très peu étudiées en tant que telles. L'âge reste une variable importante en termes de conséquence du point de vue de sa réception [3]. Notons que socialement, il est classiquement affirmé que l'exposition à la pornographie favorise les comportements violents en général. Pourtant, les sociétés occidentales toutes entières se modifient également [1,3,22]. En parallèle de la simplification d'accès à la

pornographie, on constate une exposition médiatique constante aux contenus violents et une régulation de la violence à partir de points de vue ou prises de position toujours plus polarisés. Ces deux phénomènes ont aussi un impact sur les enfants et adolescents. Dès lors, il est difficile de faire un lien direct entre violence contemporaine et accès à la pornographie. Reste que dans des contextes de pratiques spécifiques (protection de l'enfance, victimologie, droit des victimes, enquête sur cas de viol ou d'abus sexuel intrafamilial, etc.), sont parfois rapportées des violences accompagnées d'une consommation de contenus pornographiques par les auteurs seuls ou en compagnie des victimes [22,23].

## Pratiques nouvelles et comportements problématiques

Le succès des réseaux sociaux auprès de la jeunesse (par exemple Yellow Tinder ou Snapchat), la couverture internet universelle, et la multiplication des écrans portables dans tous les contextes ont banalisé l'accès à la pornographie et bouleversé les pratiques et usages des jeunes en termes de sexualité. Dans ce contexte spécifique, la question du cyberharcèlement est venue s'ajouter à celle du harcèlement « traditionnel ». De la même manière, certains comportements nouveaux, combinés ou non à d'autres, sont venus transformer la manière dont les adolescents et les jeunes expérimentent leur sexualité et leur rapport à l'autre. Nous en avons répertorié un certain nombre dans le glossaire (Tableau 1). Nous détaillons ici ceux qui posent le plus de questions soit par leur nombre, soit par leur gravité potentielle.

### Le sexting

Il s'agit d'une pratique extrêmement banale à l'adolescence apparue à la fin des années 2000. Dans les pays anglo-saxons, 20 à 40 % des adolescents de lycée déclarent avoir déjà envoyé des photos ou vidéos partiellement ou totalement dévêtus. C'est le sexting secondaire qui pose le plus de problème car il s'associe dans ce cas au cyberharcèlement ou à la cyberviolence. Du reste, un tiers des jeunes connaissent une personne affectée négativement par des pratiques de sexting. Le harcèlement concerne en France près de 700 000 enfants chaque année, et celui-ci comprend presque toujours une composante de cyberharcèlement sur l'image. La cyberviolence a certaines spécificités comparées aux autres expressions de la violence : elle prend volontiers un caractère viral sur les réseaux sociaux ; elle a une temporalité marquée par son caractère permanent et « non-stop » ; elle est ressentie comme anonyme ; elle s'inscrit dans un sentiment d'impunité des auteurs car la répression apparaît difficile [27,28]. L'étude française la plus détaillée a été réalisée par Marion Rousseau lors d'une thèse de médecine [29,30]. Plus de 1200 lycéens ont été interrogés sur leur pratique de cybersexualité. Sur les 66 % d'entre eux qui pratiquent la cybersexualité, le sexting est majoritaire : 21 % des adolescents envoient des sextos et 60 % en reçoivent. Notons que 12 % des garçons les diffusent. Les facteurs corrélés au sexting sont le temps passé, le nombre d'amis, et le nombre de messages

### Les données françaises

Si l'on reprend le sondage Ifop réalisé en février 2017 pour l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique, l'influence de l'exposition et de l'accès à la pornographie apparaît dans la seconde partie qui porte sur les adolescents ayant déjà vu des contenus pornographiques (soit 52 % de l'échantillon représentatif de 1005 adolescents et adolescentes âgés de 15 à 17 ans) [18].

La proportion d'adolescents pour qui l'exposition et l'accès à la pornographie ont participé à leur apprentissage de la sexualité est très significative : 48 % des garçons (dont 10 % considère l'influence importante) et 37 % des filles (dont 3 % considère l'influence importante). Cette proportion est plus importante chez les plus jeunes, chez ceux ayant déjà eu un rapport sexuel (55 % chez les garçons et 44 % chez les filles) ou chez ceux qui se sont déjà masturbés, chez les adolescents homosexuels ou bisexuels, chez les plus jeunes (collégiens), chez les adolescents scolarisés en zone prioritaire (73 % contre 46 %), et chez les musulmans (73 % contre 48 % chez les catholiques ou les sans religion).

Cette influence est vécue de manière plutôt positive chez 15 % des garçons et 12 % des filles, plutôt négative chez 12 % des garçons et 18 % des filles, et neutre ou sans influence dans les autres cas.

Enfin, 20 % des garçons (45 % quand ils ont déjà eu un rapport sexuel) et 25 % des filles (43 % quand elles ont déjà eu un rapport sexuel) rapportent avoir essayé de reproduire des scènes ou pratiques sexuelles vues dans un média pornographique. Cette proportion augmente avec l'âge, chez les adolescents homosexuels, et chez les adolescents scolarisés en zone prioritaire.

Le sondage rapporte aussi des données originales sur certains prérequis des pratiques de « sexting » en interrogeant les adolescents sur leur pratique en termes de partage d'information. Ainsi, 5 % des garçons et 1 % des filles rapportent avoir déjà filmé ou photographié leurs jeux ou ébats sexuels avec leur petit(e) copain/copine. Et 9 % des garçons et 6 % des filles ne l'ont pas réalisé mais pourraient le faire. D'autre part, 2 % des garçons et 1 % des filles rapportent avoir déjà publié ou diffusé sur internet des photos ou des vidéos de leurs jeux ou ébats sexuels avec leur petit(e) copain/copine. Et 1 % des garçons et 2 % des filles ne l'ont pas réalisé mais pourraient le faire.

échangés (tout confondu) sur les réseaux sociaux, une mauvaise estime de soi, l'absence de contrôle parental, avoir subi des violences et la consommation d'alcool ou de drogue. Comme pour le cyberharcèlement, le sexting pose des problèmes nouveaux en termes d'éducation à la sexualité et de nécessaire accompagnement par les adultes responsables. Le sexting secondaire est maintenant puni par la loi (cf. plus loin).

## Les « conduites addictives » à la pornographie

Les conduites « addictives » à la pornographie sont aujourd'hui presque exclusivement des conduites « addictives » aux écrans ou « cyber sex addiction ». Vu la fréquence de l'accès à la pornographie, comment distinguer une hypersexualité d'un comportement problématique ? Le processus addictologique est actuellement surtout de l'ordre du « perçu » au sens où la consommation est jugée trop importante par le sujet lui-même [31,32]. Il s'agit le plus souvent d'une reconnaissance subjective. Malgré l'existence de certains questionnaires de repérage, ceux-ci sont largement sous-utilisés [33,34]. La plupart recherchent dans cette hypersexualité les marqueurs d'un comportement problématique, à savoir une perte de contrôle, une intrusion du phénomène dans la vie du jeune, une modification de son humeur et des conséquences aux plans personnels et interpersonnels. Cliniquement, ces comportements imposent de rechercher des problématiques associées : comorbidités psychiatriques (trouble de l'attention, traits de personnalité, troubles du comportement alimentaire) ; d'autres conduites addictives associées ; et des problématiques quant à la sexualité (inhibition, phobies, conduites déviantes) [35]. La prise en charge cible les problématiques associées et les comportements à problème. Elle est essentiellement psychothérapique et éducative. Elle cherche à promouvoir la santé sexuelle au sens large et discuter la sexualité en termes de choix, de consentement, de plaisir, de respect mutuel, d'érotisme, et de performance (explications du montage des films pornographiques, de la durée d'un rapport sexuel, de la forme des sexes, etc.) [31,32].

## Le Chemsex

Le Chemsex est un phénomène complexe, qui n'est pas toujours pathologique, mais a des implications et comporte des risques pour la santé physique et mentale potentiellement graves. Les substances les plus consommées dans ce cadre sont les cathinones de synthèse, mais également le GHB (gamma-hydroxybutyrate) et son précurseur le GBL (gamma-butyrolactone), et, dans une moindre mesure, la cocaïne, la MDMA (méthylènedioxymétamphétamine), la kétamine et la méthamphétamine. Elles le sont de manières très variées : voie orale, inhalée ou fumée, intranasale (« sniff »), intraveineuse (« slam »), et intrarectale (« plug ») [36]. Le Chemsex concerne presque exclusivement la communauté jeune adulte homosexuelle et reste un phénomène essentiellement urbain. Il ne s'agit pas en soi d'une pratique nouvelle mais le groupe de travail a souhaité l'évoquer car elle a également été profondément renouvelée par l'avènement de réseaux sociaux avec l'utilisation d'applications dédiées qui permettent une mise en œuvre quasi immédiate et l'apparition de nouveaux usages en consommation de toxiques (par exemple l'utilisation de la méthamphétamine par voie intraveineuse). L'enquête européenne EMIS réalisée en 2017 montre ainsi que 9–15 % des hommes homosexuels interrogés dans les pays du Benelux rapportent une expérience de Chemsex le mois précédent, 6–8 % en Espagne, France, Royaume-Uni et Irlande, et moins de 5 % dans les autres pays européens [37]. Notons qu'en France, 1,6 % le font avec utilisation de la voie intraveineuse

et que la pratique du « slamming » se développe dans les tranches d'âge les plus jeunes [38,39]. Outre l'augmentation des infections sexuellement transmissibles et des transmissions HBV et HIV dans ces populations, l'utilisation de méthamphétamine s'accompagne aussi d'un usage intraveineux plus fréquent, d'un risque d'addiction plus élevé, d'un risque de comportements agressifs, compulsifs et impulsifs, de psychoses toxiques fréquentes, graves et prolongées, de crash méthamphétaminique grave et prolongé avec conduite suicidaire, et de neurotoxicité [40,41]. Notons qu'en termes de prévention, plusieurs événements cibles précédant les premières expériences de « Chemsex » ont été identifiés, dont 3 au moins concernent les adolescents : aussitôt après le dépistage clinique de VIH, juste après une rupture amoureuse, suite à une immigration en milieu urbain, et les contextes de tourisme sexuel [40,41].

## L'exploitation sexuelle des mineur(e)s

On ne dispose pas de chiffres précis, mais on estime le nombre de mineurs en situation de prostitution entre 7000 à 10 000 (dont 90 % de filles et 10 % de garçons) en France. La prévalence est probablement sous-estimée et bien plus élevée pour les populations migrantes en particulier dans les départements d'outre-mer [42,43]. Une étude réalisée dans les structures de l'aide sociale à l'enfance rapporte même une prévalence entre 0,2 et 4,9 % [44]. Par ailleurs, les statistiques du ministère de l'Intérieur montrent une augmentation récente des mineurs victimes de proxénétisme [42,45]. Les enquêtes de retour de terrain rapportent un âge moyen de début autour de 15 ans et des fréquences de rapports sexuels contre cadeaux ou argent, qui sont occasionnels le plus souvent, mais aussi réguliers [46]. Les facteurs de risque et de vulnérabilité reconnus sont les comportements sexuels à risque, dont la consommation de pornographie, les situations de rupture familiale et les antécédents de fugue, les antécédents d'abus sexuels, la déscolarisation, les difficultés psychiatriques (consommation de toxiques, dépression, etc.), le fait d'être un mineur étranger et/ou non accompagné. Pour autant, la problématique touche tous les milieux [42,43,46]. En termes de prévention et d'accompagnement, les professionnels de première ligne rencontrent de nombreuses difficultés. Premièrement, la « culture porno » sur les réseaux sociaux véhicule de nombreux stéréotypes de genre identifiant la femme à un objet sexuel, une forme de banalisation de l'utilisation du corps via les « sexting », et une image parfois trop positive en termes d'émancipation et d'accès à de l'argent « facile » [46,47]. Deuxièmement, les adolescents concernés ont souvent du mal à se reconnaître comme victimes, d'autant que des techniques d'hameçonnage se sont développées sur les réseaux sociaux, ciblant les jeunes vulnérables avec la promesse initiale d'une relation amoureuse authentique. Troisièmement, les quelques campagnes de prévention et les tentatives législatives pour faciliter tant l'accompagnement que les enquêtes se heurtent toujours à de nombreux non-dits et interdits. Enfin, le rapport à l'argent peut constituer un facteur de maintien de la situation d'exploitation dans certains cas [45].

## Mineurs auteurs d'agression sexuelle

Il s'agit d'un phénomène rare mais qui interroge quant à l'augmentation de l'exposition à la pornographie. Les études sont souvent des revues de cas sans groupe contrôle de comparaison et leur méthodologie ne permet pas de conclusion en termes de causalité [2,3]. Si la plupart des auteurs constatent une grande hétérogénéité parmi les mineurs agresseurs, certaines tendances se dégagent de ces descriptions. Les auteurs sont presque toujours des garçons qui peuvent passer à l'acte dès leur maturité pubertaire. Les victimes sont plus souvent des filles, mais parfois des garçons, et bien souvent un membre de la fratrie ou un proche plus jeune. En termes d'agression, les attouchements sont très majoritaires, mais des relations orales – génitales voire anales – sont possibles. En termes de profil, on retrouve parmi les agresseurs des jeunes souvent isolés avec peu d'amis ou d'amies, peu d'expériences sexuelles, ayant parfois subi eux-mêmes des agressions sexuelles, et ayant consommé plus précocement des contenus pornographiques [48–50].

## Paradoxes éthiques et droit

L'ensemble des experts auditionnés a souligné des problématiques éthiques et juridiques. Notamment, il existe aujourd'hui des modalités particulières d'accès à la pornographie avec les technologies du numérique. Dans les années 1980, pour la plupart des jeunes, accéder à la pornographie était une démarche volontaire, et bien souvent une démarche de groupe, tel un rite initiatique ou de passage à l'adolescence. Aujourd'hui, le temps passé sur les écrans par les enfants et les adolescents est important (en 2017, 38 mn/j pour les moins de 6 ans ; 52 mn/j entre 6 et 12 ans ; 2h par jour entre 13 et 19 ans) [18] et les images pornographiques sont imposées au regard, de façon fréquente, sans avoir à être sollicitées. C'est l'image qui vient à soi et non soi qui va chercher l'image [5,22].

Certains sites d'accès simples et gratuits sont en réalité financés par la publicité, avec des liens de *streaming* et présence d'iconographies type manga qui ciblent clairement la population adolescente volontiers adhérente [51]. Certaines études rapportent des taux élevés d'exposition accidentelle au contenu pornographique du fait de méthodes de marketing forçant l'usage : 36 % des sites pornographiques utilisent un détournement de nom de domaine (ou *porn squatting*) ; 26 % contactent activement des cibles via des pourriels ou des spams ; et 38 % des fenêtres automatiques (ou pop-up). Au final, même en cliquant sur la touche « non » pour l'accès au site pornographique quand la question est posée, on se retrouve sur le site.

Le tableau en [Annexe 4](#) résume les évolutions récentes du droit sur la protection des mineurs contre l'exposition à la pornographie tel que présenté par l'ARCOM et montre que l'arsenal reste très peu contraignant (quels que soient les progrès récents) quand il s'agit de la diffusion en ligne par rapport à la diffusion TV. D'autres textes ont été renforcés

ou modifiés pour sanctionner plus clairement le *sexting*<sup>2</sup>, en particulier lorsqu'il s'agit de mineurs de moins de 15 ans. Le cyber-harcèlement, le *revenge porn*<sup>3</sup> et le *grooming*<sup>4</sup> ont aussi été définis et mieux sanctionnés. Pendant le confinement, plusieurs associations ont signalé la recrudescence des comptes FICHA associés à des contextes de harcèlements ou de « revenge porn ». En France, 3000 de ces comptes ont pu être supprimés via le 3018 (numéro court national d'assistance pour les jeunes victimes de violences numériques).

Une autre problématique soulignée par les experts concerne la variabilité et la nature des porteurs de réseaux sociaux les plus importants (GAFA). Le [Tableau 2](#) résume leur positionnement en termes de dimension, de profil d'utilisateurs, de contenu problématique quand il s'agit de la pornographie tel qu'ils le déclarent publiquement, et de droit de référence (celui-ci étant lié à l'enregistrement de la société porteuse du réseau). Ici apparaît clairement l'ampleur de la problématique en termes de pages ou de comptes relevant d'une présentation de nus d'enfants et de risque d'exploitation sexuelle, ou encore d'atteinte à la sécurité des mineurs. Or, les juridictions récentes mises en œuvre restent inadéquates. Au nom de la liberté d'expression, les contraintes concernent surtout les créateurs de contenus, beaucoup moins les diffuseurs ou les prestataires de services internet. En outre, les chiffres présentés le sont sans aucun regard d'une structure indépendante ou de contrôle. Enfin, si la responsabilité d'un diffuseur pouvait être engagée pour telle ou telle faute, celui-ci au final devrait y répondre en partie sur son droit de référence, sachant que plusieurs acteurs majeurs ont leur maison mère dans des pays non démocratiques.

Enfin, plusieurs experts ont souligné les difficultés pour l'éducation nationale à assumer son message éducatif concernant la sexualité et la nécessité de le faire évo-

<sup>2</sup> Le *sexting* est régi par l'article 227-23 du Code Pénal qui sanctionne par 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende, « la fixation, l'enregistrement ou la transmission de l'image d'un mineur à caractère pornographique mais également son acquisition, sa détention et sa diffusion ». La loi du 5 août 2013 a précisé que si le mineur représenté a 15 ans, les faits sont punis même s'ils n'ont pas été commis en vue de la diffusion de l'image. Le fait d'utiliser pour la diffusion un réseau de communication électronique est une circonstance aggravante. À noter que « le fait de diffuser un message à caractère pornographique susceptible d'être vu ou perçu par un mineur est également puni : article 227-24 du Code Pénal ».

<sup>3</sup> La loi du 7 octobre 2016 a inséré l'article 226-2-1 dans le Code Pénal. Celui-ci précise le caractère sexuel des images ou paroles prises dans un lieu public ou privé. Les peines sont majorées à 2 ans d'emprisonnement et 60 000 euros d'amende. Il précise aussi le cas du *revenge porn* : « est puni, en l'absence d'accord de la personne pour la diffusion, de porter à la connaissance du public ou d'un tiers tout enregistrement ou tout document portant sur des paroles ou images présentant un caractère sexuel, obtenu, avec le consentement exprès de la personne ou par elle-même ».

<sup>4</sup> *Grooming* ou la sollicitation sexuelle en ligne d'un mineur par un majeur est une pratique régie par l'article 227-22 du Code Pénal qui punit de 2 ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende « le fait pour un majeur de faire des propositions sexuelles à un mineur de quinze ans ou à une personne se présentant comme telle en utilisant un moyen de communication électronique ». Cette peine est alourdie si les propositions sont suivies de rencontre.

**Tableau 2** Aperçu des principaux réseaux sociaux du point de vue de la pornographie.

	Utilisateurs	Âge	Activités porno	Droit de référence
Facebook	2,7 milliards	65 % : > 35 ans	Nudité adulte et activité sexuelle : > 36 millions Nudité enfant et exploitation sexuelle : > 12 millions	US
Instagram	1,08 milliards	31 % : 18–24 ans 32 % : 25–34 ans	0	US
Twitter	326 millions	63 % : 35–65 ans	Abus/harcèlement : 610 000 Exploitation sexuelle infantile : 1043 Nudité sans consentement : 15 500	US
TikTok	2 milliards	1/3 < 18 ans	Nudité adulte et contenu sexuel : 30,9 % Atteinte à la sécurité des mineurs : 22 %	Chine, et îles Cayman, UK
Snapchat	238 millions	90 % : 13–24 ans aux US	Contenu sexuel explicite : 3 200 000 (80 %)	US
YouTube	2,2 milliards		Le porno représente 25 % du trafic vidéo	US
Telegram				<i>British Virgin Islands, UK, fondateurs russes, et centre opérationnel à Dubai</i>

Tableau présenté pendant les auditions par Philippe Coen, Respect Zone. Les données sont fournies par ces réseaux sociaux, dans le cadre de leurs rapports de transparence : Facebook (<https://transparency.fb.com/policies/community-standards/adult-nudity-sexual-activity/>), TikTok (<https://www.tiktok.com/transparency/en/community-guidelines-enforcement-2021-1/>), Twitter (<https://transparency.twitter.com/>), Snapchat (<https://snap.com/en-US/privacy/transparency>). Les sociétés américaines signalent le matériel pédopornographique au *National Center for Missing and Exploited Children*.

luer pour prendre en compte la révolution numérique et ses conséquences. Ainsi, le haut conseil à l'égalité rapportait en 2015 que 25 % des écoles ne proposaient aucune action d'éducation à la sexualité malgré leur obligation et que lorsqu'elles le faisaient, l'information proposée était très médicalisée et normée par rapport aux stéréotypes de genre. Pourtant, le site eduscol.com est relativement à jour sur ces questions. Pour beaucoup, l'enseignement est trop dilué, les formations à la pédagogie et/ou à l'éducation sexuelle trop limitées, les connaissances sur les réseaux sociaux et leurs usages nouveaux mal intégrés, et la médecine scolaire totalement absente. On ne peut pas protéger les enfants de ce que l'on ignore.

## Recommandations

L'Académie nationale de médecine recommande :

- dans le cadre de l'éducation à la santé, de repenser l'éducation à la sexualité à l'école et d'intégrer les parents dans l'éducation à la sexualité ;
- de responsabiliser tous les acteurs de l'industrie des nouvelles technologies et de faire évoluer la réglementation ;
- de promouvoir la recherche et mener des études de terrain ;
- de corriger les disparités territoriales, de généraliser les lieux de prise en charge spécialisée et de renforcer les organismes de contrôle.

À destination des parents, des enfants et des adolescents :

- repenser l'éducation à la sexualité à l'école. La médecine de ville et la médecine scolaire pourrait être utilement associées. Cette promotion de l'éducation à la sexualité devrait être incarnée, ne pas reposer sur une offre exclusivement en ligne ou par envoi de circulaires ;
- intégrer aussi les parents dans l'éducation à la sexualité pour inclure une mise en perspective de ce que les nouveaux médias impliquent en termes de modifications de la sexualité, d'une part, et de risque de cyberharcèlement ou d'hameçonnage, d'autre part.

À destination des vecteurs de la pornographie :

- responsabiliser tous les acteurs de l'industrie des nouvelles technologies à certaines exigences éthiques (ex : obligation de vigilance, culture du respect numérique, labélisation des bonnes pratiques, anticipation des risques de surexposition aux contenus pornographiques des mineurs dans les metavers/web3.0) ;
- faire évoluer la réglementation pour obtenir une législation de même nature que pour les médias plus classiques. La mise en responsabilité des prestataires de service

internet devrait être associée à celle récente des diffuseurs/créateur de contenus.

À destination des acteurs de la recherche :

- promouvoir la recherche en associant des méthodes qualitatives et quantitatives tant en population générale qu'en populations spécifiques à risque, que sur les comportements problématiques associés ;
- mener des études de terrain pour s'assurer de la bonne mise en application et de l'efficacité des politiques publiques dans le domaine de la pornographie.

À destination de la société et des politiques :

- corriger les disparités territoriales en termes de lieux d'accueil pour victimes afin de leur assurer un accompagnement professionnel et digne de ce nom ;

- généraliser les lieux de prise en charge spécialisée pour les conduites addictives associées (Chemsex, consommation excessive de pornographie) ;
- renforcer les organismes de contrôle, les moyens de lutte contre la cyberpornographie, et la vérification de l'âge pour l'usage des applications et réseaux au vu de l'ampleur du phénomène et du risque d'exposition précoce à la pornographie et de l'exploitation sexuelle des mineurs.

### Déclaration de liens d'intérêts

Les auteurs déclarent ne pas avoir de liens d'intérêts.

### Annexe 1. Tableau S1 Liste des personnalités auditionnées par le groupe de travail

<i>Nom Prénom</i>	<i>Fonction</i>
Laura Bertin Carole Bienaimé-Besse	Membre de la Confédération des associations familiales catholiques (AFC) Productrice et cinéaste Préside le groupe de travail « Éducation, protection des publics et cohésion sociale dans les médias audiovisuels et numériques » de l'ARCOM (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique)
Philippe Coen	Avocat et juriste Fondateur de l'ONG Respect Zone, dont la vocation est de réintroduire le droit à la dignité humaine et la notion de respect dans l'espace numérique
Samuel Comblez	Psychologue Directeur des opérations de l'association e-enfance, qui protège les mineurs lors de leur utilisation d'internet
Éric Delemar	Défenseur des enfants, en charge de la défense et de la promotion des droits de l'enfant, Adjoint de la défenseure des droits
Hélène Donnadiou-Rigole	Psychiatre Chef du service addictologie au CHU de Montpellier
Mélanie Dupont	Psychologue, docteur en psychologie Unité médico-judiciaire de l'Hôtel Dieu (APHP – Paris) Présidente de l'association Centre de victimologie pour mineurs
Jean-Yves Hayez	Pédopsychiatre systémicien, docteur en psychologie Professeur émérite à la Faculté de médecine de l'Université catholique de Louvain
Pascale Morinière Barbara Smaniotto	Présidente de la Confédération des associations familiales catholiques (AFC) Psychologue Maître de Conférences en psychopathologie clinique Université Lyon2 Co-fondatrice de l'association RAPAV (Réflexion et aide pour les auteurs de violences)
Serge Tisseron	Psychiatre, docteur en psychologie habilité à diriger des recherches (HDR) en Sciences humaines cliniques Membre de l'Académie des technologies Membre du Conseil scientifique du Centre de recherches psychanalyse, médecine et société, université Paris Cité

## Annexe 2. Tableau S2 Épidémiologie de l'usage de la pornographie par les adolescents

Auteurs, année de publication, pays	Questions pour explorer l'utilisation de la pornographie	Principaux résultats
Cowan & Campbell, 1995, USA	Utilisation de vidéo pornographique : (a) au moins une fois ; et (b) combien de fois	Prévalence totale : 83 % garçons ; 48 % filles ; au moins une fois par mois : 30 % garçons ; 10 % filles
Lo et al., 1999, Taïwan	Usage de la pornographie sur ordinateur et magazines au moins une ou deux fois par an	Prévalence totale : 23 % (ordinateur) à 46 % (BD pornos)
Kim, 2001, Corée	Usage de films pornographiques sur Internet	Prévalence totale : 43 %
Mitchell et al., 2003, USA	Exposition à la pornographie sur Internet	Prévalence non intentionnelle : 25 %
Lo et Wei, 2005, Taïwan	Usage de la pornographie sur Internet au moins une ou deux fois par an	Prévalence totale : 38 %
Ybarra & Mitchell, 2005, USA	Usage de la pornographie au moins une ou deux fois par an sur : (a) Internet ; (b) médias traditionnels dans l'année	Prévalence intentionnelle : (a) 8 % ; (b) 7 %
Bonino et al., 2006, Italie	Utilisation de la pornographie dans les BD/magazines ou films dans les 6 derniers mois	Prévalence totale : 36 %
Peter & Walkenburg, 2006a, Pays-Bas	Utilisation de la pornographie sur Internet dans les 6 derniers mois	Prévalence intentionnelle : 55 % (71 % garçons et 40 % filles)
Flood, 2007, Australie	Exposition à la pornographie sur Internet	Prévalence non intentionnelle : 84 % garçons ; 60 % filles ; prévalence intentionnelle : 38 % garçons ; 2 % filles
Mitchell et al., 2007, USA		Prévalence non intentionnelle : 10 à 12 ans : 19 % ; 13 à 15 ans : 35 % ; 16 à 17 ans : prévalence non intentionnelle : 44 %
Wolak et al., 2007, USA	Exposition à la pornographie depuis 1 an	Prévalence non intentionnelle : 66 % ; prévalence totale : 34 %
Peter & Walkenburg, 2006b, Pays-Bas	Utilisation de la pornographie sur Internet dans les 6 derniers mois (photos de personnes ayant des relations sexuelles)	Prévalence intentionnelle : 28 % garçons, 3 % filles
Brown & L'engle, 2009, USA	Utilisation de médias sexuels (films X, magazines érotiques et pornographiques, photos de personnes nues)	Prévalence totale : 53 % garçons, 28 % filles
Mesch & Haman, 2009, Israël	Utilisation de la pornographie sur Internet	Prévalence intentionnelle : 16 % [15 %] (très fréquent 2001 [2004])
Odeyemi et al., 2009, Nigeria	Visionnage de films pornographiques	Prévalence totale : 36 % filles
Skoog et al., 2009, suède	Téléchargement et visionnage de pornographie sur Internet (garçons seulement)	Prévalence intentionnelle : 18 %
Tsitsika et al., 2009, Grèce	Utilisation de la pornographie sur Internet depuis un mois	Prévalence totale : 24 %
Bleakley, Hennessy & Fishbein, 2011, USA	Recherche de pornographie sur des sites Internet	Prévalence intentionnelle : 26 % (40 % garçons, 13 % filles)
Hägström-Nordin, Borneskog & al., 2011, Suède	Ayant déjà lu ou vu de la pornographie	Prévalence totale : 95 % garçons, 50 % filles
Hasking et al., 2011, Australie	Achat de matériel pornographique avant 18 ans	Prévalence totale : 16 % (30 % garçons, 4 % filles)
Kim, 2011, Corée	Visionnage de pornographie	Prévalence totale : 47 %
Luder et al., 2011, Suisse	Visionnage délibéré ou involontaire de pornographie depuis 30 jours	Prévalence non intentionnelle : 47 % garçons, 35 % filles ; prévalence intentionnelle : 29 % garçons, 1 % filles

Auteurs, année de publication, pays	Questions pour explorer l'utilisation de la pornographie	Principaux résultats
Peter & Valkenburg, 2011a, Pays-Bas Tsaliki 2011, Grèce	Utilisation de la pornographie sur Internet depuis 6 mois (vidéos pornographiques)  Utilisation de la pornographie	Prévalence intentionnelle : 20 %  Prévalence non intentionnelle : 44 %/28 % des 15–18 ans garçons/filles ; 40 %/27 % des 10–14 ans garçons/filles ; prévalence intentionnelle : 57 %/11 % des 15–18 ans garçons/filles ; 13 %/4 % des 10–14 ans garçons/filles
Ybarra et al., 2011, USA	Utilisation de pornographie : (a) tout type ; (b) violente dans les 12 derniers mois	Prévalence intentionnelle : (a) pornographie : 19 % (T1), 27 % (T2), 22 % (T3) ; (b) pornographie violente : 1 % magazines ; 1 % en ligne ; 3 % films
Jones et al., 2012, USA	Exposition involontaire à la pornographie sur Internet	Prévalence non intentionnelle : 2000 : 35 % ; 2005 : 34 % ; 2010 : 23 %
Shek & Ma, 2012a, Hong Kong	Utilisation de pornographie (Internet et médias traditionnels, comme des films X loués, des magazines) durant l'année passée	Prévalence totale : < 7 %
Shek & Ma, 2012b, Hong Kong	Utilisation de pornographie (Internet et médias traditionnels, comme des films X loués, des magazines) durant l'année passée	Prévalence totale : < 12 %
To et al., 2012, Hong Kong	Utilisation de matériel explicitement sexuel en ligne durant l'année passée	Prévalence totale : 44 %
Weber et al., 2012, Allemagne	Exposition à des clips ou films pornographiques (a) au moins une fois dans la vie et (b) dans les 6 derniers mois	Prévalence totale : (a) 98 % garçons, 81 % filles ; (b) 93 % garçons, 52 % filles
Chen et al., 2013, Taiwan	Exposition à la pornographie sur Internet	Prévalence non intentionnelle : 41 % ; prévalence intentionnelle : 59 % ; prévalence totale : 71 %
Dong et al., 2013, Chine	Utilisation de la pornographie	Prévalence totale : 6 %
Hardy et al., 2013, USA	Exposition à la pornographie sur Internet	Prévalence non intentionnelle : 68 % ; prévalence intentionnelle : 37 %
Kadri, Benjelloun, Kendili, Khoubila & Moussaoui, 2013, Maroc	Utilisation de la pornographie sur Internet	Prévalence totale : 47 % garçons, 18 % filles
Ma & Shek, 2013, Hong Kong	Utilisation de la pornographie (Internet et média traditionnel) au cours de l'année précédente, et 3 vagues	Prévalence totale : < 15 % ; entre 84,6 % et 87,9 % des adolescents rapportent ne jamais avoir vu de contenu pornographique sur internet (différence selon les différents types de contenu) ; entre 94,8 % et 98,4 % des adolescents rapportent ne jamais avoir vu de contenu pornographique via un autre support qu'internet
Mattebo, Tyden et al., 2013, Suède	Utilisation fréquente de la pornographie (i.e., au moins quelques fois/mois)	Prévalence totale : 10 %
Vandenbosch & Eggermont, 2013b, Belgique	Utilisation de la pornographie dans les 6 derniers mois	Prévalence intentionnelle : 46 %

Auteurs, année de publication, pays	Questions pour explorer l'utilisation de la pornographie	Principaux résultats
Bogale & Seme, 2014, Éthiopie	Visionnage de films pornographiques ou lecture de magazines pornographiques	Prévalence totale : 52 %
Cheng et al., 2014, Taiwan	Ayant déjà visité des sites Internet pornographiques	Prévalence totale : 25 %
Manaf et al., 2014, Malaisie	Lecture et visionnage de matériel pornographique	Prévalence totale : 25 %
Ševčíková & Daneback, 2014, Europe	Utilisation de la pornographie sur Internet dans les 6 derniers mois (individuel/collectif)	Prévalence totale : 57 %
Ševčíková et al., 2014, Europe	Variables associées à la consommation (échantillon de 11 712 enfants, âgés de 11 à 16 ans, 50 % de filles, de 25 pays d'Europe)	Sexe masculin (plus d'accès chez le garçon, mais expositions similaires garçons-filles), âge, « recherche de sensation », expériences sexuelles, temps passé en ligne, niveau de compétence en numérique, pays à la culture plus libérale (plus de chance d'accès, exposition similaire et moins de différence entre garçons et filles pour ce qui est de l'accès à la pornographie) Prévalence totale : 9 %
Vanden Abeele et al., 2014, Belgique	Utilisation de la pornographie sur téléphone mobile	Prévalence intentionnelle : 43 %
Beyens et al., 2015, Belgique	Utilisation de la pornographie sur Internet dans les 6 derniers mois	Prévalence intentionnelle : 43 %
Lopez et al., 2015, Cambodge	Utilisation de pornographie	Prévalence totale : 11 % (20 % garçons, 2 % filles)
Puglia et al., 2015, Belgique	Utilisation de la pornographie sur Internet dans les 6 derniers mois	Prévalence intentionnelle : 8 % une fois par jour ; 23 % plusieurs fois par semaines ; 20 % une fois par semaine ; prévalence totale : 62 % : 80 % garçons ; 22 % filles
Shek & Ma, 2015, Hong-Kong	Évolution au cours du temps car 6 vagues (voir autres études du tableaux)	Consommation de contenus pornographique sur internet supérieur à celle de contenu sur d'autres médias ; augmentation de la prévalence au fil des vagues, forte lors des dernières vagues ; variables associées à la consommation/augmentation de la pornographie : âge (lycée++), sexe masculin, mauvais fonctionnement familial, difficultés développementales
Pizzol et al., 2016, Italie	Consommation de pornographie	8 % de manière quotidienne ; 43 % plus d'une fois par semaine ; 49 % moins d'une fois par semaine
Mattebo et al., 2016, Suède	Consommation de pornographie chez des filles d'âge lycée	54 % avaient déjà consommé de la pornographie ; 30 % en consommaient au moment de l'étude : 11 % au moins 1 fois par semaine ; 19 % plusieurs fois par mois ; 70 % plusieurs fois par an ou moins
Böthe et al., 2020, Canada	Consommation de pornographie chez les adolescents hétérosexuels et cisgenres (HC) et chez les adolescents non hétérosexuels et/ou transgenres (SGM)	88,2 % du groupe HC garçons ; 78,2 % du groupe SGM garçons ; 54,2 % du groupe SGM filles ; 39,4 % du groupe HC filles ; 29,4 % du groupe SGM non binaire ; âge de la 1 <sup>re</sup> consommation et fréquence de consommation associés à sexe masculin et SGM

Auteurs, année de publication, pays	Questions pour explorer l'utilisation de la pornographie	Principaux résultats
Farré et al., 2020, Espagne	Échantillon non représentatif (pas de calcul de prévalence) prenant en compte l'orientation sexuelle	Variables associées à plus de consommation : sexe masculin, âge plus élevé, orientation sexuelle bisexuelle ou non définie ; consommation de toxiques ; adolescents non-musulmans ; intérêt rapporté pour la sexualité ; recherche d'informations sur la sexualité
Liu et al., 2021, Chine	Dyades enfants-parents en Chine et à Taiwan sur l'exposition des enfants à du contenu violent et du contenu pornographique	15 % des enfants rapportent avoir été exposés à de la pornographie ; 80 % des parents d'enfants ayant été exposés à de la pornographie n'étaient pas au courant ; variables associées : sexe masculin, mauvaise relation avec les parents, temps passé sur tablette et/ou smartphone, pays (Chine : plus de contenu violent ; Taiwan : plus de contenu pornographique)
Wright et al., 2021, USA	Consommation de pornographie chez les adolescents ayant eu une expérience sexuelle	Sur les 22 % ayant déjà eu une expérience sexuelle, 70,3 % avaient déjà vu de la pornographie (garçons : 84,4 % ; filles : 57,1 %)
Andrie et al., 2021, 6 pays d'Europe	Prévalence d'exposition à la pornographie (involontaire et volontaire) en Grèce, Espagne, Pologne, Roumanie, Pays-Bas et Islande	Prévalence d'exposition à la pornographie involontaire : 59 % ; volontaire : 24 % au moins 1 fois par semaine. Variables associées à l'exposition : pays ; sexe masculin, usage quotidien d'internet important (> 2 h/j), usage problématique d'internet
Donevan et al., 2022, Suède	Sondages nationaux 2004, 2009, 2014 prévalence et consommation régulière en dernière année de lycée	Prévalence intentionnelle : garçons consommateur régulier : 11 % (2004) et 24 % en 2014 ; proportion stable chez les filles avec aucune consommation chez 40 % en 2004 et 51 % en 2014

Tableau modifié et complété d'après la revue de 2016 de Peter et Valkenburg [2]. Les références additionnelles sont données dans le texte à l'exception de celles-ci : (1) Ma CM, Shek DT. Consumption of pornographic materials in early adolescents in Hong Kong. *J Pediatr Adolesc Gynecol.* 2013; 26(3 Suppl): S18-25; (2) Mattebo M, Tydén T, Häggström-Nordin E, Nilsson KW, Larsson M. Pornography consumption among adolescent girls in Sweden. *Eur J Contracept Reprod Health Care.* 2016; 21(4): 295-302.

### Annexe 3. Tableau S3 Effets de la pornographie sur les adolescents

	Effets plutôt positifs culturellement	Effets plutôt négatifs	Effets autres
Éducation à la sexualité	Donne des notions de sexualité, notamment dans un contexte de peu ou de pas d'enseignement d'éducation sexuelle Pornographie perçue comme excitante, côté ludique de la sexualité mis en évidence	Risque de donner un droit excessif à son plaisir personnel et donc d'instrumentaliser le/la partenaire Plus de préoccupations et comportements centrés autour du sexe Déshumanisation de la composante relationnelle de la sexualité	Développement d'une sexualité plus permissive. Pas de lien entre l'exposition à la pornographie et le non-respect du consentement d'une fille (contrairement à certaines études adultes)

	Effets plutôt positifs culturellement	Effets plutôt négatifs	Effets autres
Stéréotypes	Caricature ce qui se passe dans bons nombres de relations sexuelles menées avec respect, pas plus que dans les images véhiculées dans la société en général Distinction comme pas la réalité pour la majorité	Présence de stéréotypes de genre lors de l'acte sexuel représentés dans la pornographie (promotion du plaisir masculin, performance masculine, femme montrée comme objet sexuel, « androcentrisme » des jeunes femmes, fellation et sodomie perçues comme une normalité) Questionnement autour de l'impact de ces représentations sur la vie sexuelle et sociale future des adolescents Distinction comme faisant partie de la réalité pour certains	
Impact sur les comportements sexuels	Plus grande ouverture d'esprit concernant la sexualité Vie sexuelle plus riche Diversité des conduites sexuelles	Incitation à accepter rapidement le rapport sexuel, à une sexualité abondante notamment chez les jeunes peu scolarisés, éduqués, isolés socialement Augmentation des prises de risque (moins de préservatifs, nues, sextos et sextapes) Exposition qui serait en lien avec majoration des IVG et IST ?	Pas de modification de l'âge du premier rapport sexuel chez les exposés vs non exposés Influence du porno sur la présence de rapports sexuels une fois la sexualité débutée Études non contributives sur les liens entre pornographie et risque d'agression sexuelle
[h]			
Impact sur l'image corporelle		Sexualisation des enfants Chosification des femmes Modifications corporelles dictées par les standards de la pornographie (épilation intégrale, chirurgie esthétique des seins et des organes génitaux externes)	
Impact sur le développement psychosexuel	Excitation de l'interdit d'un point de vue général lors de l'adolescence (satisfait la curiosité, l'envie de transgression, le besoin de satisfaction) Investissement de l'érotique facilité avec fréquentation des sites restant occasionnelle Renforcement de la construction identitaire	Effet traumatique possible de l'exposition au porno avec perte d'estime de soi, dégoût des corps Comportements de vérification plus ou moins compulsifs, épisodes de non-retenu sexuelle Risque de dépendance/fixation voyeurisme à l'image porno (chronophage, favorise l'isolement social, et le désinvestissement des autres tâches) Développement possible de perversions	La pornographie comme une certaine forme d'initiation à la sexualité, pour imiter ses camarades, s'affirmer

IVG : interruption volontaire de grossesse ; IST : infection sexuellement transmissible. Certaines références sont données dans le texte. D'autres pour compléter : (1) Flood, M. Exposure to pornography among youth in Australia. *Journal of Sociology* 2007; 43(1): 45–60 ; (2) Häggström-Nordin, E., Borneskog, C., Eriksson, M., & Tydén, T. Sexual behaviour and contraceptive use among Swedish high school students in two cities: Comparisons between genders, study programmes and over time. *European Journal of Contraception and Reproductive Health Care: Official Journal of the European Society of Contraception* 2011; 16(1): 36–46 ; (3) Bekele, A. B., Van Aken, M. A. G., & Dubas, J. S. Sexual violence victimization among female secondary school students in eastern Ethiopia. *Violence and Victims* 2011; 26(5): 608–630 ; (4) Doornwaard, S. M., Bickham, D. S., Rich, M., ter Bogt, T. F. M., & van den Eijnden, R. J. J. M. Adolescents' use of sexually explicit Internet material and their sexual attitudes and behavior: Parallel development and directional effects. *Developmental Psychology* 2015; 51(10): 1476–1488 ; (5) Maheux AJ, Roberts SR, Evans R, Widman L, Choukas-Bradley S. Associations between adolescents' pornography consumption and self-objectification, body comparison, and body shame. *Body Image*. 2021 Jun;37:89-93 ; (6) Yu C, Kågesten AE, De Meyer S, Moreau C, van Reeuwijk M, Lou C. Pornography Use and Perceived Gender Norms Among Young Adolescents in Urban Poor Environments: A Cross-site Study. *Journal of Adolescent Health* 2021; 69(1) Supplement: S31-S38 ; (7) Giménez-García, C., Nebot-García, J. E., Ruiz-Palomino, E., García-Barba, M., & Ballester-Arnal, R. Spanish women and pornography based on different sexual orientation: An analysis of consumption, arousal, and discomfort by sexual orientation and age. *Sexuality Research & Social Policy: A Journal of the NSRC*. 2021; <https://doi.org/10.1007/s13178-021-00617-3>.

## Annexe 4. Tableau S4 Protection des mineurs contre l'exposition à la pornographie

	À la télévision et dans les médias audiovisuels à la demande	En ligne et sur les réseaux
Compétence	ARCOM	<p>1. Compétence de l'ARCOM (article 23 de la loi du 30 juillet 2020) : son président peut mettre en demeure un éditeur de service de communication au public en ligne qui permet à des mineurs d'avoir accès à un contenu pornographique afin de lui enjoindre de « prendre toute mesure de nature à empêcher l'accès des mineurs au contenu incriminé ». À l'issue d'un délai de 15 jours, si l'éditeur ne s'est pas mis en conformité, le président de l'ARCOM peut saisir le président du tribunal judiciaire de Paris aux fins d'ordonner le blocage du site</p> <p>2. Le rôle de l'autorité renforcé par le décret du 7 octobre 2021 relatif aux modalités de mise œuvre de ces mesures. D'une part, l'ARCOM « peut adopter des lignes directrices concernant la fiabilité des procédés techniques mis en œuvre » (article 3). Ces lignes directrices sont des normes interprétatives sans force coercitive. Elles n'ont pas d'impact sur l'exigence de conformité à la loi répressive. D'autre part, la procédure (article 23) peut être enclenchée lorsqu'un site bloqué est « rendu accessible à partir d'une autre adresse et que son contenu pornographique demeure accessible sans procédé technique permettant de s'assurer que les utilisateurs sont majeurs » (article 4) (lutte contre les sites miroirs)</p>
Décision	<p>1. Recommandation du 15 décembre 2004 aux éditeurs et distributeurs de services de télévision (diffusion du porno entre minuit et 5 heures uniquement ; verrouillage permanent des programmes pornographiques au moyen d'un code personnel ; information régulière des abonnés sur ce verrouillage)</p> <p>2. Délibération du 20 décembre 2011 applicable aux services de médias audiovisuels à la demande avec extension du dispositif de verrouillage des programmes pornographiques aux services de vidéo à la demande</p>	<p>1. Modification du Code pénal : l'article 227-24 réprimait déjà le fait de « diffuser [...] un message à caractère [...] pornographique [...] lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur » sous peine de 3 ans de prison et 75 000 euros d'amende. Depuis la loi du 30 juillet 2020 : se prévaloir d'une « simple déclaration [du mineur] indiquant qu'il est âgé d'au moins dix-huit ans » (ou disclaimer), ne permet pas au diffuseur de faire valoir son irresponsabilité pénale</p>
Action		<p>1. Protocole d'engagements pour la prévention de l'exposition des mineurs à la pornographie en ligne signé en janvier 2020 par les pouvoirs publics, des associations et des acteurs économiques du numérique</p> <p>2. Réalisation de la plateforme d'information <a href="http://jeprotegemonenfant.gouv.fr">jeprotegemonenfant.gouv.fr</a>. Conception d'un baromètre permettant d'évaluer le taux d'utilisation de ces outils par les foyers français (mises à jour trimestrielles)</p>

## Références

- [1] Hayez JY. Pratiques et intérêts sexuels des jeunes « normaux » sur Internet. *Neuropsychiatr Enf Adolesc* 2009;57:231–9.
- [2] Peter J, Valkenburg PM. Adolescents and pornography: a review of 20 years of research. *J Sex Res* 2016;53:509–31.

- [3] Horvath MAH, Alys L, Massey K, Pina A, Scally M, Adler JR. "Basically, porn is everywhere". A Rapid Evidence Assessment on the Effects that Access and Exposure to Pornography has on Children and Young People. Project Report. Office of the Children's Commissioner for England, London, UK. Middlesex University Research Repository. <http://eprints.mdx.ac.uk>.

- [4] Billon A, Borchio-Fontimp A, Cohen L, Rossignol L. Porno : l'enfer du décor. Rapport du Sénat; 2022 [En ligne. Disponible sur : <https://www.senat.fr/rap/r21-900-1/r21-900-11.pdf>. (consulté el 24/01/2023)].
- [5] Tisseron S. Virtuel mon amour : penser, aimer, souffrir, à l'ère des nouvelles technologies. Albin Michel; 2008.
- [6] Puglia R, Glowacz F. Consommation de pornographie à l'adolescence : quelles représentations de la sexualité et de la pornographie, pour quelle sexualité ? *Neuropsychiatr Enfance Adolesc* 2015;63:231–7.
- [7] Andrie EK, Sakou II, Tzavela EC, Richardson C, Tsitsika AK. Adolescents' online pornography exposure and its relationship to sociodemographic and psychopathological correlates: a cross-sectional study in six European Countries. *Children (Basel)* 2021;8:925.
- [8] Hornor G. Child and adolescent pornography exposure. *J Pediatr Health Care* 2020;34:191–9.
- [9] Carnevali D, Cavazzana L, Grimoldi L, Magnoni P, Principi N, Pellai A. The use of online pornography among minors: epidemiological analysis of the phenomenon. *Minerva Pediatr* 2022, <http://dx.doi.org/10.23736/S2724-5276.19.05342-8>.
- [10] Ševčíková A, Šerek J, Barbovschi M, et al. The roles of individual characteristics and liberalism in intentional and unintentional exposure to online sexual material among European youth: a multilevel approach. *Sex Res Soc Policy* 2014;11:104–15.
- [11] Liu S, Chang FC, Chiu CH, Li F, Chen PH, Chen CY, et al. Parent-child discrepancies in reports of exposure to violence/pornography on mobile devices and the impact on children's psychosocial adjustment. *Cyberpsychol Behav Soc Netw* 2021;24:390–8.
- [12] Farré JM, Montejo AL, Agulló M, Granero R, Chiclana Actis C, Villena A, et al. Pornography use in adolescents and its clinical implications. *J Clin Med* 2020;9:3625.
- [13] Pizzol, Damiano, Bertoldo, Alessandro, Foresta, Carlo. Adolescents and web porn: a new era of sexuality. *Int J Adolesc Med Health* 2016;28:169–73.
- [14] Bóthe B, Vaillancourt-Morel MP, Girouard A, Štulhofer A, Dion J, Bergeron S. A Large-scale comparison of canadian sexual/gender minority and heterosexual, cisgender adolescents' pornography use characteristics. *J Sex Med* 2020;17:1156–67.
- [15] Shek DT, Ma CM. A six-year longitudinal study of consumption of pornographic materials in Chinese adolescents in Hong Kong. *J Pediatr Adolesc Gynecol* 2016;29(1 Suppl):S12–21.
- [16] Donevan M, Jonsson L, Bladh M, et al. Adolescents' use of pornography: trends over a ten-year period in Sweden. *Arch Sex Behav* 2022;51:1125–40.
- [17] Choquet M, Morin D, Hassler C. Les effets de la pornographie à partir de l'enquête ESPAD 2003 : rapport de recherche. Paris: Inserm; 2004.
- [18] Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique – institut IFOP. Les adolescents et le porno : vers une "Génération Youporn" ? : étude sur la consommation de pornographie chez les adolescents et son influence sur leurs comportements sexuels; 2017.
- [19] Rothman EF, Beckmeyer JJ, Herbenick D, et al. The prevalence of using pornography for information about how to have sex: findings from a nationally representative survey of US adolescents and young adults. *Arch Sex Behav* 2021;50:629–46.
- [20] Marzano M, Rozier C. Alice au pays du porno. Paris: Ramsay; 2005.
- [21] Luder MT, Pittet I, Berchtold A, Akr C, Michaud JA, Suris JC. Associations between online pornography and sexual behavior among adolescents: myth or reality? *Arch Sex Behav* 2011;40:1027–35.
- [22] Smaniotto B, Gozlan A. La sexualité adolescente confrontée à la violence du voir cyberpornographique. In: Martin-Mattera P, Bernard-Tanguy L, Lévy A, Martin-Lavaud V, Ménard-Huneau M, Perreti P, Saiet M, editors. Actes du colloque : nouvelles technologies, nouvelles psychologies ? Éducation, santé, lien social : usages et mésusages. Paris: L'Harmattan; 2019. p. 217–35.
- [23] Peter J, Valkenburg PM. Adolescents and pornography: a review of 20 years of research. *J Sex Res* 2016;53:509–31.
- [24] Mattebo M, Tydén T, Häggström-Nordin E, Nilsson KW, Larsson M. Pornography consumption, sexual experiences, lifestyles, and self-rated health among male adolescents in Sweden. *J Dev Behav Pediatr* 2013;34:460–8.
- [25] Bleakley A, Hennessy M, Fishbein M. A model of adolescents' seeking of sexual content in their media choices. *J Sex Res* 2011;48:309–15.
- [26] Collège national des gynécologues et obstétriciens français (CNGOF). Protection des enfants et adolescents contre la pornographie. Dossier de presse; 2018 [En ligne Disponible sur : <https://www.theragora.fr/revues/CNOGF-0618-Porno-et-protection-jeunes.pdf>].
- [27] Strassberg DS, Cann D, Velarde V. Sexting by high school students. *Arch Sex Behav* 2017;46:1667–72.
- [28] Rice E, Gibbs J, Winetrobe H, Rhoades H, Plant A, Montoya J, et al. Sexting and sexual behavior among middle school students. *Pediatrics* 2014;134:e21–8.
- [29] Rousseau M. Prévalence et facteurs de vulnérabilité de la cybersexualité active chez les adolescents de 15 à 17 ans en Normandie Occidentale. Thèse de doctorat en médecine de l'université de Caen. [En ligne] Disponible sur : <https://www.archives-ouvertes.fr/MEM-UNIV-CAEN/dumas-02043702v1>.
- [30] Rousseau M. La cybersexualité active chez les adolescents. *Sages Femmes* 2022;21:48–50.
- [31] Hermand M, Benyamina A, Donnadieu-Rigole H, et al. Addictive use of online sexual activities and its comorbidities: a systematic review. *Curr Addict Rep* 2020;7:194–209.
- [32] Castro-Calvo J, Giménez-García C, Gil-Llario MD. Motives to engage in online sexual activities and their links to excessive and problematic use: a systematic review. *Curr Addict Rep* 2018;5:491–510.
- [33] Bóthe B, Tóth-Király I, Demetrovics Z, Orosz G. The Short Version of the Problematic Pornography Consumption Scale (PPCS-6): a reliable and valid measure in general and treatment-seeking populations. *J Sex Res* 2021;58:342–52.
- [34] Kor A, Zilcha-Mano S, Fogel YA, Mikulincer M, Reid RC, Potenza MN. Psychometric development of the problematic pornography use scale. *Addict Behav* 2014;39:861–8.
- [35] Fernandez DP, Griffiths MD. Psychometric instruments for problematic pornography use: a systematic review. *Eval Health Prof* 2021;44:111–41.
- [36] Benyamina A, (coordonnateur) et Basset B, bâtisse A, Cessa D, Donnadieu-Rigole H, Karila L, et al. Chemsex. Rapport rendu à Monsieur le ministre de la Santé; 2022. p. 73.
- [37] EMIS-2017 The European Men-Who-Have- Sex-With-Men Internet Survey: Key findings from 50 countries. [En ligne] Disponible sur: <https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/European-MSM-internet-survey-2017-findings.pdf>.
- [38] Batisse A, Eiden C, Deheul S, Monzon E, Djeddar S, Peyrière H. Chemsex practice in France: an update in addictovigilance data. *Fundam Clin Pharmacol* 2022;36:397–404.
- [39] Trouiller P, Velter A, Saboni L, Sommen C, Sauvage C, Vaux S, et al. Prevalence of injecting drug use during sex (known as "slamming") among men who have sex with men: results from a time-location sampling survey conducted in five cities, France. *Int J Drug Policy* 2020;79:102703.
- [40] Maxwell S, Shahmanesh M, Gafos M. Chemsex behaviours among men who have sex with men: a systematic review of the literature. *Int J Drug Policy* 2019;63:74–89.
- [41] Stuart D, Weymann J. Chemsex and care-panning: one year in practice. *HIV Nurs J* 2015;15:24–8.

- [42] Champrenault C pour le groupe de travail. Rapport sur la prostitution des mineurs remis à monsieur Adrien Taquet, secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles; 2021 [En ligne. Disponible sur : [https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_du\\_groupe\\_de\\_travail\\_sur\\_la\\_prostitution\\_des\\_mineurs.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_du_groupe_de_travail_sur_la_prostitution_des_mineurs.pdf)].
- [43] Dupont M, Pohu H, Clochiatti U, Gorgiard C. Prévalence de la prostitution des mineurs dans les pays à revenu élevé : revue de littérature. *Neuropsychiatr Enf Adol* 2021;69:427–34.
- [44] Observatoire des Violences faites aux Femme de Seine-Saint-Denis. Annexe 3. Études sur la prostitution des mineures en Seine-Saint-Denis. In: Ronai E, editor. *Violences sexuelles. En finir avec l'impunité*. Dunod; 2021. p. 203–6.
- [45] Pohu H, Dupont M, Gorgiard C. PROMIFRANCE : recherche pluridisciplinaire sur la prostitution des mineurs en France. Rapport réalisé par le Centre de victimologie pour mineurs; 2022.
- [46] Bulot C, Leurent B, Collier F. Pornographie, comportements sexuels et conduites à risque en milieu universitaire. *Sexologies* 2015;24:187–93.
- [47] Lavaud-Legendre B, Plessard C, Encrenaz G. Prostitution de mineures – quelles réalités sociales et juridiques ? [rapport de recherche]. Université de Bordeaux (UB);CNRS – COMPTRASEC UMR 5114; 2021 [hal-02983869v1].
- [48] Wright PJ, Paul B, Herbenick D. Preliminary insights from a U.S. probability sample on adolescents' pornography exposure, media psychology, and sexual aggression. *J Health Commun* 2021;26:39–46.
- [49] Beauchemin A, Tardif M. L'influence de l'adaptation psychosociale chez des adolescents ayant commis ou non des abus sexuels dans l'expression de leur sexualité. In: Tardif M, editor. *L'agression sexuelle : coopérer au-delà des frontières*, CIFAS 2005 (Tardif M, Ed). Cifas-Institut Philippe-Pinel de Montréal; 2007. p. 181–93 [<http://www.cifas.ca/>].
- [50] Blachere P, Merguy A. Impact de la pornographie dans la genèse des crimes et délits sexuels. In: Tardif M, editor. *L'agression sexuelle : coopérer au-delà des frontières*, CIFAS 2005. Cifas-Institut Philippe-Pinel de Montréal; 2007. p. 79–88 [<http://www.cifas.ca/>].
- [51] Poulin R. La pornographie, les jeunes, l'adocentrisme. *Cah Dyn* 2011;1:31–9.